

Introduction

NI1. La Société financière internationale (IFI) s'est engagée à développer le secteur financier dans les marchés émergents par le renforcement des institutions, l'utilisation de produits financiers innovants et la mobilisation en accordant une attention particulière aux petites et moyennes entreprises. Pour respecter cet engagement d'une manière conforme à son orientation stratégique en faveur du développement durable, IFI a adopté des politiques et procédures de gestion des risques environnementaux et sociaux. Elles incluent notamment une approche fondée sur le risque pour l'évaluation des risques et des impacts environnementaux et sociaux associés au portefeuille des intermédiaires financiers^{NI1} qui font partie de ses clients et l'élaboration d'exigences environnementales et sociales connexes pour les diverses catégories d'actifs^{NI2} bénéficiant d'un financement d'IFI. Un aspect clé de l'approche d'IFI en matière de gestion des risques environnementaux et sociaux dans le secteur des intermédiaires financiers consiste à s'assurer que lorsque ces derniers fournissent un financement d'entreprise axé sur un projet ou sur le long terme (plus de 36 mois) à un emprunteur ou au bénéficiaire d'investissements pour soutenir une activité commerciale qui peut inclure a) une réinstallation involontaire^{NI3}, b) un risque de répercussions négatives sur les peuples autochtones, c) des risques ou impacts significatifs sur l'environnement, la santé et la sécurité des communautés, la biodiversité, le patrimoine culturel ou d) des risques significatifs pour la santé et la sécurité au travail (activités collectivement appelées « transactions à haut risque »^{NI4}), l'intermédiaire financier évaluera de manière appropriée ces risques et impacts et demandera à ses clients de les atténuer conformément aux Normes de performance d'IFI^{NI5}. Dans certaines juridictions, cette liste d'activités présentant des risques et des impacts environnementaux et sociaux importants sera complétée par d'autres activités dont on sait qu'elles constituent un risque important en raison de problèmes systémiques dans cette juridiction.

NI2. Les objectifs de la présente Note d'interprétation sont les suivants : i) expliquer comment les exigences environnementales et sociales d'IFI découlant de sa Politique de durabilité et de ses Normes de performance s'appliquent aux activités et aux opérations des intermédiaires financiers bénéficiant du soutien d'IFI ; ii) aider les intermédiaires financiers à apporter les ajustements et les améliorations nécessaires à leurs opérations pour leur permettre de respecter ces exigences ; iii) fournir aux intermédiaires financiers des orientations en matière de rapports à fournir à IFI.

NI3. IFI évalue tous les risques environnementaux et sociaux associés aux activités de ses intermédiaires financiers clients ainsi que la capacité et l'engagement des clients à gérer ces risques. Les résultats de cette évaluation aident IFI à sélectionner des clients appropriés et à définir le type de produits financiers à proposer.

NI4. IFI n'effectue pas de nouveaux investissements auprès de clients existants dont la performance environnementale et sociale n'est pas satisfaisante. IFI n'entreprend normalement pas de nouveaux investissements avec des clients existants dont la performance environnementale et sociale est

^{NI1} Aux fins de la présente Note d'interprétation, le terme « intermédiaire financier » désigne diverses institutions financières telles que les banques universelles, les banques d'investissement, les fonds de capital-investissement, les fonds de capital-risque, les institutions de microfinance, les sociétés de crédit-bail et d'assurance, etc.

^{NI2} L'approche par catégorie d'actifs ne s'applique pas aux mécanismes de partage des risques ni aux produits de financement du commerce à court terme proposés par IFI.

^{NI3} Y compris les déplacements physiques et économiques.

^{NI4} Les transactions à haut risque sont ces sous-projets qui seraient considérés comme des projets de catégorie A ou B s'ils étaient financés directement par la SFI.

^{NI5} Pour éviter tout doute, les transactions à haut risque seront considérées comme des activités restreintes dans le cas des projets d'intermédiaires financiers pour lesquels le montant obtenu d'IFI est utilisé pour soutenir des catégories d'actifs qui ne sont pas soumises à l'application des Normes de performance. Ces restrictions ne s'appliqueront qu'aux catégories d'actifs prises en charge par IFI et non à l'ensemble du portefeuille de l'intermédiaire financier client.

partiellement insatisfaisante. Toute exception à ces directives doit être approuvée par le Directeur des opérations d'IFC ou son équivalent. Dans le cas de clients dont la performance environnementale et sociale est partiellement insatisfaisante, IFC n'entreprendra de nouveaux investissements que si l'intermédiaire financier client a fait preuve de progrès et d'engagement envers une amélioration. Dans ces cas, IFC communiquera les preuves de ces progrès et de cet engagement lorsqu'elle demandera à son Conseil d'administration d'approuver le projet.

NI5. Cette Note d'interprétation comporte trois sections. La section I donne un bref aperçu des risques environnementaux et sociaux associés aux activités de prêt/investissement^{IN6} des intermédiaires financiers. La section II explique comment le Cadre de durabilité d'IFC^{IN7} s'applique aux intermédiaires financiers. La section III traite du rôle et des responsabilités des intermédiaires financiers dans la gestion des risques environnementaux et sociaux associés à leurs activités de prêt/investissement conformément à la Norme de performance 1.

NI6. Des renvois à d'autres ressources et orientations sont fournis en notes de bas de page dans l'ensemble de la Note d'interprétation. Les utilisateurs de cette note devraient également se référer à d'autres documents de référence, d'orientation et de bonnes pratiques mis à disposition par IFC sur son site Internet et son portail d'assistance à la clientèle des intermédiaires financiers.^{IN8}

I. Risques environnementaux et sociaux associés aux activités de prêt/investissement des intermédiaires financiers

NI7. De nombreux intermédiaires financiers sont exposés à un certain niveau de risque environnemental et social du fait des activités de leurs emprunteurs ou des bénéficiaires d'investissements, ce qui peut représenter un risque financier, juridique et/ou de réputation. Les risques environnementaux et sociaux associés aux opérations internes d'un intermédiaire financier se limitent généralement à la gestion des aspects liés à la main-d'œuvre et aux conditions de travail, ainsi qu'à la sécurité des employés et des visiteurs dans ses locaux.

NI8. Les risques environnementaux et sociaux associés aux activités de prêt/investissement d'un intermédiaire financier dépendent de facteurs tels que le risque contextuel^{IN9} associé au pays et à la région où il opère et octroie le financement, les circonstances environnementales et sociales propres au secteur^{IN10} et aux opérations de l'emprunteur ou du bénéficiaire d'investissements, ses antécédents, sa capacité et son engagement à traiter ces risques, ainsi que le type de financement fourni par les intermédiaires financiers, entre autres^{IN11}. L'approche adoptée par l'intermédiaire financier pour faire face

^{IN6} Les termes « prêt » (par exemple, pour les établissements bancaires) et « investissement » (par exemple, pour les fonds de capital-investissement) désignent les transactions entre l'intermédiaire financier et ses clients (niveau sous-projet pour IFC).

^{IN7} Le Cadre de durabilité d'IFC comprend la politique et les Normes de performance en matière de durabilité environnementale et sociale, ainsi que la politique d'accès à l'information.

^{IN8} *FIRST (Financial Institutions : Resources, Solutions and Tools) for Sustainability* fournit aux institutions financières des informations sur les avantages de la gestion des risques environnementaux et sociaux et sur la manière d'identifier et de tirer parti des opportunités commerciales environnementales, <https://firstforsustainability.org>.

^{IN9} Les risques contextuels — du point de vue du secteur privé et du domaine environnemental et social — sont définis comme des risques dans l'environnement externe [au niveau d'un pays, d'un secteur ou sous-national] que le client ne contrôle pas, mais qui pourraient avoir un impact négatif sur la capacité du projet ou du client du secteur privé à satisfaire aux exigences environnementales et sociales d'IFC. Parmi les exemples de risques contextuels, on peut citer, entre autres, les conflits fonciers résultant de déplacements internes ou de conflits, les problèmes systémiques tels que la discrimination des minorités, l'absence de liberté d'association, le recours généralisé au travail des enfants, les actions gouvernementales historiques liées à la contamination des sols, aux expulsions forcées, etc.

^{IN10} Les termes « emprunteur » et « cible d'investissement » désignent les clients de l'intermédiaire financier (niveau des sous-projets pour IFC).

^{IN11} La durée du financement influence la capacité d'un intermédiaire financier à appliquer les exigences environnementales et sociales (en particulier pendant la durée du prêt), mais ne modifie pas les risques environnementaux et sociaux sous-jacents. Dans le cas d'un financement à court terme qui n'est pas destiné à être renouvelé, cette capacité peut être limitée.

à ces risques dépendra du cadre réglementaire existant, du niveau de risque perçu, du type de financement entrepris et de la capacité de l'intermédiaire financier à obtenir des mesures d'atténuation de ses emprunteurs et des bénéficiaires d'investissements.

NI9. La prise en compte et l'intégration des risques environnementaux et sociaux dans l'examen des transactions font partie des efforts globaux de gestion des risques de l'intermédiaire financier^{IN12}. À cette fin, il faut procéder à un examen des transactions individuelles et, au besoin, à une diligence raisonnable et à un suivi. Les intermédiaires financiers sont tenus d'élaborer et d'appliquer de saines pratiques de gestion des risques environnementaux et sociaux grâce à la mise en œuvre d'un système de gestion environnementale et sociale (SGES) proportionnel au profil de risque du portefeuille soutenu par le financement d'IFC. Cela exige également que l'intermédiaire financier s'engage à développer et à maintenir la capacité organisationnelle requise pour la gestion des risques environnementaux et sociaux et à affecter les ressources humaines et financières appropriées à cette fonction.

II. Application du Cadre de durabilité d'IFC aux intermédiaires financiers

NI10. Les intermédiaires financiers clients d'IFC participent à un large éventail d'activités financières, notamment le financement d'entreprises, le financement de projets, les opérations sur les marchés de capitaux, les prêts aux micro, petites et moyennes entreprises, le financement du commerce, les prêts hypothécaires et à la consommation, offrant des garanties de partage des risques, investissant notamment dans le capital-investissement, chacun ayant un profil de risque environnemental et social différent ainsi que différents niveaux de levier et d'influence. Conformément à sa Politique de durabilité, IFC examine les activités commerciales des clients potentiels de l'intermédiaire financier afin d'identifier les domaines dans lesquels l'intermédiaire financier et IFC pourraient être exposés à des risques environnementaux et sociaux ou à des risques connexes, tels que les risques de crédit ou de réputation, découlant des emprunteurs ou des bénéficiaires d'investissements dans le portefeuille et/ou des activités potentielles de l'intermédiaire financier. L'intermédiaire financier est tenu de procéder à l'évaluation et à la gestion des risques environnementaux et sociaux pour ses nouvelles activités de prêt/investissement financées par IFC en fonction du niveau de risque environnemental et social, de l'accès à la teneur de l'information et de l'influence de l'intermédiaire financier sur les mesures prises par l'emprunteur (le levier) — de l'examen par rapport à la liste d'exclusion^{IN13} d'IFC à l'application des Normes de performance.

NI11. Conformément à sa Politique de durabilité, IFC classe ses investissements selon une approche fondée sur l'ampleur relative des risques et des impacts environnementaux et sociaux. Les investissements impliquant des intermédiaires financiers ou des mécanismes impliquant une intermédiation financière sont classés dans la catégorie « IF ». Cette catégorie est divisée en IF-1, IF-2 et IF-3 afin de refléter le profil de

^{IN12} Des conseils supplémentaires à l'intention des intermédiaires financiers sur la gestion des risques environnementaux et sociaux de leurs transactions sont disponibles auprès de *FIRST for Sustainability*, <https://firstforsustainability.org/risk-management/managing-environmental-and-social-risk-2-2>.

^{IN13} La liste d'exclusion de l'IFC définit les types de projets que la Société ne finance ou n'appuie **normalement** que dans des circonstances limitées, <http://www.ifc.org/exclusionlist>. La liste d'exclusion fait référence au critère de l'« implication substantielle » appliqué à la production ou au commerce d'armes et de munitions ; à la production ou au commerce de boissons alcoolisées (à l'exclusion de la bière et du vin) ; à la production ou au commerce du tabac ; aux jeux de hasard, casinos et entreprises équivalentes. Un intermédiaire financier client ne sera pas considéré comme ayant une implication substantielle si l'exposition cumulée de son portefeuille aux bénéficiaires d'investissements/emprunteurs qui génèrent plus de 20 % de leurs revenus respectifs d'une activité exclue est inférieure à 5 %. Le plafond de 5 % ne s'applique pas aux fonds de capital-investissement. La liste d'exclusion fait également référence à un critère de « caractère raisonnable ». Tout investissement d'IFC dans un intermédiaire financier client engagé directement ou indirectement dans une activité exclue spécifiée sera divulgué dans le document ou le rapport du Conseil d'administration, ainsi que les facteurs sur la base desquels cet investissement ou ce soutien a été jugé raisonnable. La liste d'exclusion peut être allongée en ajoutant d'autres activités exclues, dans le cadre des efforts de gestion des risques environnementaux et sociaux. Par exemple, dans le cas de produits ciblés, IFC exclura les sous-projets liés au charbon, y compris l'extraction du charbon, le transport du charbon ou les centrales électriques au charbon, ainsi que les services d'infrastructure exclusivement destinés à soutenir ces activités. Dans le cas de projets impliquant des instruments d'investissement collectif tels que les fonds de capital-investissement, les investissements liés au charbon seront soit exclus dès le départ, soit, lorsque cela n'est pas possible, IFC se retirera de ces investissements.

risque environnemental et social du portefeuille existant et proposé d'investissements/activités de financement associé au financement d'IFC. IFC tient compte du type, de la taille et de l'exposition sectorielle du portefeuille actuel et proposé de l'intermédiaire financier pour déterminer la catégorisation. Les trois sous-catégories sont définies comme suit :

- **Catégorie IF-1** : lorsque le portefeuille actuel ou proposé d'un intermédiaire financier comprend, ou est censé comprendre, une exposition financière importante à des activités commerciales susceptibles d'entraîner des risques ou des effets environnementaux ou sociaux négatifs importants, hétérogènes, irréversibles ou sans précédent.
- **Catégorie IF-2** : lorsque le portefeuille actuel ou proposé d'un intermédiaire financier comprend, ou est censé comprendre, des activités commerciales qui présentent des risques ou des effets environnementaux ou sociaux négatifs potentiels limités qui sont peu nombreux, généralement propres à un site, largement réversibles et facilement traités par des mesures d'atténuation ; ou comprend un nombre très limité d'activités commerciales présentant d'importants risques ou effets environnementaux ou sociaux négatifs potentiels hétérogènes, irréversibles ou sans précédent.
- **Catégorie IF-3** : lorsque le portefeuille actuel ou proposé d'un intermédiaire financier comprend une exposition financière à des activités commerciales qui ont principalement peu ou pas d'incidences environnementales ou sociales négatives.

NI12. IFC exige de ses intermédiaires financiers clients qu'ils élaborent et exploitent un SGES dans les cas où les activités soutenues par le financement d'IFC présentent des risques environnementaux et sociaux^{IN14}. La portée et la complexité de ce système devraient être proportionnelles au niveau de risque environnementaux et sociaux associé à la catégorie d'actifs soutenue. Le SGES devrait intégrer les principes pertinents de la Norme de performance 1 sur l'évaluation et la gestion des risques et des effets environnementaux et sociaux (voir la section III de la présente Note d'interprétation). En règle générale, les opérations de financement de projets et de financement à long terme des entreprises comportent des risques environnementaux et sociaux plus élevés que les prêts aux PME, la microfinance, le financement hypothécaire et l'assurance non commerciale. En vertu de la Politique de durabilité d'IFC, les sous-projets des intermédiaires financiers présentant des risques environnementaux et sociaux plus élevés, qui, pour éviter tout doute, comprennent toutes les transactions à haut risque, sont tenus d'appliquer les Normes de performance. Le niveau et la portée de l'application des Normes de performance au niveau des sous-projets varieront en fonction du niveau de levier et d'accès à l'information des intermédiaires financiers^{IN15}.

NI13. Tous les intermédiaires financiers clients^{IN16}, quelle que soit la catégorie de l'investissement (IF-1, IF-2 ou IF-3), doivent également accepter de gérer les conditions de travail de leur personnel conformément aux aspects pertinents de la Norme de performance 2 sur la main-d'œuvre et les conditions de travail. Dans le cas du secteur financier, il s'agit généralement des pratiques de recrutement et des conditions de travail. Pour éviter tout doute, les exigences mentionnées dans les paragraphes 7, 11, 12, 23, 27, 28 et 29 de la Norme de performance 2 sont peu susceptibles de s'appliquer aux intermédiaires financiers, mais cela doit être confirmé par l'évaluation de l'intermédiaire financier lui-même. Pour en savoir plus sur les exigences

^{IN14} Les clients IF-3 devront mettre en œuvre une procédure simple de vérification des risques environnementaux et sociaux. Cette vérification est considérée comme constituant un SGES proportionnel au niveau minimal de risques environnementaux et sociaux de ces transactions.

^{IN15} Le levier d'un intermédiaire financier peut être limité sur le marché des capitaux lorsqu'il n'existe aucune relation bilatérale entre lui et le sous-projet, par exemple en ce qui concerne les transactions sur le marché secondaire, les actifs à risque acquis par enchères, etc. Dans ces cas, l'intermédiaire financier ne sera pas en mesure d'exiger l'application des Normes de performance au niveau des sous-projets. La performance environnementale et sociale du sous-projet sera vérifiée par rapport aux exigences des Normes de performance sur la base d'informations accessibles au public et l'intermédiaire financier prendra une décision d'acceptation ou de refus en fonction de cette évaluation.

^{IN16} À l'exception de cas limités de projets hybrides tels que définis à la note 13.

applicables aux intermédiaires financiers, veuillez consulter la Note d'orientation 2 sur la main d'œuvre et les conditions de travail^{IN17}. En outre, dans les cas où il existe un accès public à leurs bâtiments, les intermédiaires financiers doivent accepter de gérer les risques pour les personnes et la sécurité incendie conformément aux Lignes directrices en matière d'environnement, d'hygiène et de sécurité du Groupe de la Banque mondiale (section 3.3).

NI14. Tous les intermédiaires financiers clients doivent éviter de soutenir des activités figurant sur la liste d'exclusion d'IFC (sauf dans les circonstances limitées décrites à la note NI12) et doivent examiner les opérations des emprunteurs ou des bénéficiaires d'investissements, lorsqu'elles présentent des risques environnementaux et sociaux, afin de vérifier leur conformité avec les lois et règlements nationaux en la matière lorsqu'ils existent et sont applicables.

NI15. IFC met en œuvre un programme annuel de surveillance des placements des intermédiaires financiers classés dans les catégories IF-1 et IF-2 et exige d'eux qu'ils fournissent des rapports annuels de performance. En règle générale, pour les clients IF-3, IFC surveille les changements dans le portefeuille. En cas de changements importants dans les activités commerciales des intermédiaires financiers soutenus, y compris les clients IF-3, IFC évaluera les risques environnementaux et sociaux du portefeuille affectés par le changement, ainsi que la capacité du client à gérer ces risques et, si nécessaire, exigera une meilleure gestion des risques environnementaux et sociaux et une meilleure communication d'information à IFC.

NI16. IFC, en outre, examinera périodiquement le processus et les résultats de la diligence raisonnable et du suivi environnemental et social effectués par l'intermédiaire financier pour ses prêts/investissements. La supervision par IFC comprend des visites au niveau de l'intermédiaire financier et, lorsque cela est possible et pertinent, à certains sous-projets pour évaluer et soutenir la mise en œuvre du SGES de l'intermédiaire financier, en particulier en cas de transactions à haut risque. La fréquence et l'objet des visites de supervision sont proportionnels aux risques identifiés et à la performance environnementale et sociale de l'intermédiaire financier. IFC travaille avec ses intermédiaires financiers clients, en particulier ceux qui sont exposés aux transactions à haut risque, pour les aider à mettre en œuvre le SGES.

III. Application de la Norme de performance 1 relative à l'évaluation et à la gestion des risques et des impacts environnementaux et sociaux aux activités de prêt et d'investissement des intermédiaires financiers

NI17. Comme indiqué à la section précédente, pour les intermédiaires financiers, l'application de la Norme de performance 1^{IN18} nécessite l'élaboration d'un SGES pour identifier et gérer les risques environnementaux et sociaux associés au portefeuille qui bénéficie du soutien financier d'IFC sur une base continue. La complexité du système variera en fonction de l'exposition aux risques que l'intermédiaire financier est censé gérer. Cette exigence s'applique aux nouveaux financements de l'intermédiaire financier et non aux actifs présents dans le portefeuille avant l'investissement d'IFC.

NI18. Dans les cas où les fonds fournis par IFC sont destinés à une utilisation finale spécifique (par exemple, une ligne de crédit pour un pool d'actifs spécifique, la « classe d'actifs »), les exigences en matière de gestion des risques environnementaux et sociaux couvriront uniquement la classe d'actifs spécifique. Une classe d'actifs correspond à une catégorie d'activités de financement ou d'investissement de l'intermédiaire financier, y compris des activités commerciales potentielles, se rapportant à un secteur d'activité spécifique, une industrie, une pratique, une région, un client ou une autre caractéristique

^{IN17} Voir www.ifc.org/ps2.

^{IN18} Voir le paragraphe 5 de la Norme de performance 1.

distinctive. Si les fonds d'IFC ne sont utilisés que pour financer une certaine classe d'actifs, les exigences en matière de gestion des risques environnementaux et sociaux ne s'appliqueront qu'à cette classe d'actifs, et non aux autres activités de l'intermédiaire financier en dehors de cette classe. Toutefois, si l'intermédiaire financier finance la même classe d'actifs que celle financée grâce aux fonds d'IFC à partir de son propre compte, l'approche de gestion des risques environnementaux et sociaux s'appliquera à l'ensemble de la classe d'actifs à partir du moment où IFC a pris en charge les actifs. Par exemple, si IFC finance une ligne de crédit pour les petites et moyennes entreprises (PME), l'ensemble des opérations de l'intermédiaire financier en faveur des PME qui sont réalisées après le financement d'IFC devront également appliquer les exigences convenues en matière de risques environnementaux et sociaux. L'intermédiaire financier peut néanmoins choisir d'étendre l'application de ses pratiques de gestion des risques environnementaux et sociaux à l'ensemble de ses activités. IFC encourage les intermédiaires financiers clients intéressés à adopter une telle approche et les aide à la mettre en œuvre à l'échelle de leur portefeuille.

NI19. Bien que IFC exige des intermédiaires financiers qu'ils appliquent des pratiques de gestion des risques environnementaux et sociaux à la portion de leur portefeuille développée après son investissement, IFC se réserve le droit de refuser d'investir dans un intermédiaire financier dont le portefeuille présente un niveau de risques environnementaux et sociaux particulièrement élevé au moment de la réalisation du processus de diligence raisonnable par IFC.

NI20. Dans les cas où l'investissement d'IFC consiste en un soutien financier sous forme de fonds propres ou d'un soutien financier à des fins générales sans utilisation finale précise, l'approche de la gestion des risques environnementaux et sociaux s'appliquera à l'ensemble du portefeuille que l'intermédiaire financier constitue à partir du moment où IFC devient actionnaire ou prêteur. En cas de dette subordonnée (niveau II), IFC s'efforce de cibler l'utilisation des fonds lorsque la réglementation du pays concerné l'autorise. Dans les cas où cela n'est pas autorisé, IFC suit la même approche que pour les prêts participatifs ou à des fins générales.

NI21. Si des changements dans les activités de l'intermédiaire financier soutenues par un financement d'IFC entraînent des risques environnementaux et sociaux qui diffèrent de ceux identifiés au moment de l'investissement par IFC, l'intermédiaire financier devra ajuster son SGES d'une manière compatible avec le profil de risque résultant des nouvelles activités commerciales.

NI22. Le SGES doit être adapté aux besoins de l'intermédiaire financier et doit également influencer la sélection et la gestion des investissements. Idéalement, il devrait être intégré dans les systèmes existants de l'intermédiaire financier appliqués pour la gestion des risques de crédit, opérationnels, financiers, juridiques, de conformité, ou à tout autre système pertinent fonctionnant au sein de l'intermédiaire financier et qui prend déjà en compte les risques environnementaux et sociaux^{IN19}. Lorsque l'intermédiaire financier a déjà un SGES, ses éléments peuvent satisfaire aux exigences du Cadre de durabilité d'IFC ou devoir être modifiés pour y répondre^{IN20}.

NI23. Le SGES d'un intermédiaire financier devrait généralement comprendre les éléments suivants établis par la Norme de performance 1 : i) une politique environnementale et sociale ; ii) une capacité organisationnelle interne ; iii) des processus/procédures de diligence raisonnable en matière de risques environnementaux et sociaux pour identifier les risques et les impacts des emprunteurs ou des bénéficiaires d'investissements ; iv) le suivi et l'examen du portefeuille ; v) un mécanisme de communication externe ; et

^{IN19} Exemples de pratiques existantes de gestion des risques environnementaux et sociaux : vérification des permis et autorisations valides en matière de risques environnementaux et sociaux conformément à la réglementation nationale en la matière.

^{IN20} Des directives supplémentaires à l'intention des intermédiaires financiers sur la façon d'établir et de tenir à jour un système de gestion environnementale et sociale sont disponibles auprès de *FIRST for Sustainability*, <https://firstforsustainability.org/risk-management/establish-and-maintain-an-esms>.

vi) un plan de préparation et de réponse aux situations d'urgence^{IN21}. Chaque élément du système est examiné plus en détail ci-après.

Politique environnementale et sociale^{IN22}

NI24. La Norme de performance 1 exige des clients d'IFC qu'ils élaborent et actualisent une politique globale définissant des objectifs et des principes environnementaux et sociaux pour assurer une bonne performance dans ce domaine. La politique environnementale et sociale doit énoncer les exigences et les normes environnementales et sociales qui s'appliquent aux activités de prêt et d'investissement de l'intermédiaire financier et qui seront utilisées pour gérer les risques environnementaux et sociaux associés à son portefeuille d'emprunteurs ou de bénéficiaires d'investissements^{IN23}.

NI25. Les politiques environnementales et sociales des clients IF-2 doivent faire référence à une liste d'activités exclues ou restreintes que l'intermédiaire financier ne soutient pas, y compris, au minimum, la liste d'exclusion d'IFC, et doivent exiger le respect des lois et règlements nationaux applicables en matière de risques environnementaux et sociaux du ou des pays hôtes où l'intermédiaire financier opère et fournit des financements. En outre, les intermédiaires financiers classés dans la catégorie IF-1 et les clients IF-2 qui soutiennent des transactions à haut risque doivent faire référence aux Normes de performance en tant que norme de gestion des risques sous-jacente pour traiter les risques associés aux transactions à haut risque et à toute autre norme pertinente, comme les protocoles internationaux, les codes de pratique propres au secteur et d'autres normes volontaires (par exemple, les Principes de l'Équateur, l'Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Pacte mondial et les Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies), selon les besoins. La politique devrait également préciser le champ d'application des exigences environnementales et sociales et des exigences pertinentes en la matière pour différents secteurs d'activité soutenus par un financement d'IFC.

NI26. La politique environnementale et sociale doit être approuvée par la direction et le conseil d'administration de l'intermédiaire financier et comprendre un engagement à développer et à maintenir la capacité et la structure internes nécessaires à sa mise en œuvre. La politique doit être communiquée activement aux employés à tous les niveaux et à toutes les fonctions. Les bonnes pratiques recommandent également la communication externe de la politique par le biais d'une divulgation publique, sa présentation dans les déclarations et rapports de l'entreprise, et sa publication sur le site Internet de l'intermédiaire financier.

Capacités et compétences organisationnelles internes^{IN24}

NI27. La Norme de performance 1 souligne la nécessité pour les clients d'IFC d'établir et de maintenir une structure organisationnelle qui définit les rôles, les responsabilités et l'autorité pour mettre en œuvre les SGES.

NI28. Pour les intermédiaires financiers, cela signifie désigner du personnel qualifié ayant des responsabilités en matière de gestion des risques environnementaux et sociaux et veiller à ce que des

^{IN21} Des directives supplémentaires à l'intention des intermédiaires financiers sur la façon de développer un système de gestion environnementale et sociale sont disponibles auprès de *FIRST for Sustainability*, <https://firstforsustainability.org/risk-management/managing-environmental-and-social-risk-2/developing-an-esms>.

^{IN22} Voir le paragraphe 6 de la norme de performance 1.

^{IN23} Des directives supplémentaires à l'intention des intermédiaires financiers sur la façon d'élaborer une politique environnementale et sociale et des exemples de ces politiques sont disponibles auprès de *FIRST for Sustainability*, <https://firstforsustainability.org/risk-management/environmental-and-social-policy>.

^{IN24} Voir les paragraphes 17–19 de la Norme de performance 1.

ressources humaines et financières soient disponibles pour la mise en œuvre efficace du SGES dans l'ensemble de l'organisation. Cela implique aussi d'intégrer correctement les risques environnementaux et sociaux au processus décisionnel^{IN25}.

NI29. Les besoins de l'intermédiaire financier en matière de capacité organisationnelle varieront en fonction du profil de risque environnemental et social de son portefeuille. L'intermédiaire financier peut faire appel à du personnel interne qualifié et/ou retenir les services d'experts indépendants pour effectuer la procédure de diligence raisonnable environnementale et sociale nécessaire pour les transactions (comme décrit aux points NI34 à NI40) dans le but de répondre à toutes les exigences applicables des lois et réglementations nationales en matière de gestion des risques environnementaux et sociaux et, le cas échéant, aux Normes de performance.

NI30. Bien que les opérations quotidiennes du SGES puissent être déléguées^{IN26}, la direction de l'intermédiaire financier est responsable en dernier ressort de la gestion des risques environnementaux et sociaux et doit allouer des ressources suffisantes pour mettre en œuvre le système. Pour ce faire, il faut désigner et communiquer les responsabilités en matière de risques environnementaux et sociaux au personnel concerné afin qu'il puisse mener la procédure de diligence raisonnable nécessaire, intégrer les conclusions de cette procédure dans le suivi des processus décisionnels d'investissement, tant au niveau des transactions que des portefeuilles, et fournir les incitations appropriées pour ce faire. Le conseil d'administration, lorsqu'il existe, doit jouer un rôle de surveillance dans le suivi de la mise en œuvre du SGES, y compris en établissant des rapports sur la gestion des risques environnementaux et sociaux.

NI31. L'intermédiaire financier doit s'assurer que le personnel responsable possède suffisamment de connaissances pour gérer les risques environnementaux et sociaux, ainsi que pour mettre en œuvre et actualiser le SGES. Les programmes de formation sont un élément important pour s'assurer que tout le personnel concerné comprend ses responsabilités en matière de gestion des risques environnementaux et sociaux^{IN27}.

Processus de diligence raisonnable pour identifier les risques environnementaux et sociaux des emprunteurs/cibles d'investissement^{IN28}

NI32. La Norme de performance 1 exige des clients d'IFC qu'ils établissent et maintiennent un processus pour déterminer les risques et les impacts environnementaux et sociaux de leurs activités, et qu'ils élaborent des plans d'action environnementale et sociale (PAES)^{IN29}, qui complètent les mesures d'atténuation et de performance des emprunteurs ou des bénéficiaires d'investissements, notamment les mesures qui sont nécessaires pour traiter les risques et les effets environnementaux et sociaux identifiés afin de satisfaire aux Normes de performance.

^{IN25} Des directives supplémentaires à l'intention des intermédiaires financiers sur les rôles et responsabilités du personnel chargé de la gestion des risques environnementaux et sociaux sont disponibles auprès de *FIRST for Sustainability*, <https://firstforsustainability.org/risk-management/responsibilities-and-decision-making>.

^{IN26} Des directives supplémentaires à l'intention des intermédiaires financiers sur la nomination d'un responsable du système de gestion environnementale et sociale sont disponibles auprès de *FIRST for Sustainability*, <https://firstforsustainability.org/risk-management/designate-an-esms-officer>.

^{IN27} Des directives supplémentaires à l'intention des intermédiaires financiers sur les formations à la gestion des risques environnementaux et sociaux sont disponibles auprès de *FIRST for Sustainability*, <https://firstforsustainability.org/resources/training>. IFC propose deux formations en ligne gratuites : une formation en ligne sur la gestion de la performance environnementale et sociale, et un programme de formation et d'apprentissage en ligne sur le développement durable, <http://www.ifc.org/step>.

^{IN28} Voir les paragraphes 7–16 de la norme de performance 1.

^{IN29} Bien que les intermédiaires financiers utilisent plus souvent l'expression « plan de mesures correctives », le terme « plan d'action » est utilisé dans la présente Note d'interprétation pour qu'elle soit conforme au libellé de la Norme de performance 1.

NI33. Dans le cas d'un intermédiaire financier, il faut pour cela déterminer les risques et les effets environnementaux et sociaux de ses activités de prêt et d'investissement. Il s'agit d'effectuer une procédure de diligence raisonnable au niveau de chaque transaction afin d'identifier les risques et les effets sur l'environnement, la société, l'emploi, la santé et la sécurité au travail, et la sécurité associés à l'opération commerciale dont le financement est envisagé. À l'issue de la procédure de diligence raisonnable, l'intermédiaire financier devra également identifier les mesures d'atténuation et/ou correctives nécessaires (décrites aux points NI39 à NI44) pour les opérations des emprunteurs/cibles d'investissement.

NI34. Les clients IF-1 et IF-2 et certains clients IF-3^{IN30} d'IFC doivent examiner les transactions proposées à la lumière de la liste d'exclusion d'IFC et des lois et réglementations nationales en matière de risques environnementaux et sociaux, lorsqu'elles existent et sont applicables^{IN31}, ce qui nécessite au minimum que les intermédiaires financiers vérifient si les emprunteurs ou les bénéficiaires d'investissements respectent toutes les lois applicables et possèdent tous les permis nécessaires. Les intermédiaires financiers clients qui ont été classés dans la catégorie IF-1 et les clients IF-2 qui soutiennent des transactions à haut risque sont tenus d'évaluer les risques et les effets environnementaux et sociaux par rapport aux Normes de performance (comme indiqué au point NI36).

NI35. Pour les intermédiaires financiers appliquant les Normes de performance, il est judicieux de classer les transactions individuelles en fonction du niveau des risques et des effets environnementaux et sociaux afin de surveiller efficacement le risque global du portefeuille.

NI36. Pour les transactions à haut risque relevant de projets des catégories IF-1 et IF-2, le processus de diligence raisonnable environnementale et sociale^{IN32} consiste généralement à : i) examiner tous les documents et informations pertinents fournis par l'emprunteur ou le bénéficiaire d'investissements, y compris les informations sur les risques liés au secteur concerné^{IN33} et les aspects techniques des activités de l'emprunteur ou du bénéficiaire d'investissements devant être soutenues par l'intermédiaire financier client ; ii) examiner les risques et les impacts potentiels de l'activité à soutenir par rapport à des critères prédéterminés tels que la liste d'exclusion d'IFC, les lois et règlements nationaux en matière de risques environnementaux et sociaux et les Normes de performance pertinentes ; iii) effectuer des visites sur place, le cas échéant, aux installations et des réunions/entretiens avec les parties concernées ; et iv) examiner l'historique de l'emprunteur ou du bénéficiaire d'investissements en matière de gestion des risques environnementaux et sociaux sous l'angle du non-respect potentiel des réglementations nationales ou de la publicité négative. Dans le cadre du SGES d'un intermédiaire financier, les exigences relatives à la réalisation de la procédure de diligence raisonnable sont intégrées à diverses étapes du cycle de prêt/investissement de l'intermédiaire financier.

NI37. Si l'examen initial conclut qu'une activité de prêt/investissement proposée n'entraînera que peu ou pas de risques ou d'effets environnementaux et sociaux négatifs potentiels, l'intermédiaire financier doit documenter cette conclusion dans le cadre de sa décision de procéder à l'opération.

NI38. Une diligence raisonnable approfondie supplémentaire sera nécessaire si le processus d'examen initial indique l'existence de risques ou d'effets environnementaux et sociaux potentiels qui nécessitent une analyse plus approfondie. Pour les transactions à haut risque, l'intermédiaire financier engagera un ou

^{IN30} Les projets IF-3 qui visent exclusivement à soutenir des particuliers, tels que les prêts étudiants, les prêts hypothécaires pour les particuliers et autres, ne sont pas tenus d'être présélectionnés en fonction de la liste d'exclusion de l'IFC.

^{IN31} En règle générale, les lois et réglementations environnementales et sociales ne s'appliquent pas à la plupart des activités financées par des clients IF-3.

^{IN32} Des directives supplémentaires à l'intention des intermédiaires financiers sur les procédures de diligence raisonnable environnementale et sociale sont disponibles auprès de *FIRST for Sustainability*, <https://firstforsustainability.org/risk-management/environmental-and-social-due-diligence>.

^{IN33} Voir les Lignes directrices en matière d'environnement, d'hygiène et de sécurité du Groupe de la Banque mondiale, www.ifc.org/ehsguidelines.

plusieurs experts externes qualifiés si les capacités internes adéquates ne sont pas en place pour gérer les risques et les effets environnementaux et sociaux de ces transactions. La procédure de diligence raisonnable environnementale et sociale devrait également identifier les mesures correctives à refléter dans le PAES et à mettre en œuvre par l'emprunteur ou le bénéficiaire d'investissements afin de se conformer à la politique environnementale et sociale de l'intermédiaire financier.

NI39. L'intermédiaire financier doit consigner les conclusions de la procédure de diligence raisonnable environnementale et sociale dans un rapport ou dans des dossiers internes, en incluant des recommandations sur l'opportunité de procéder à un financement et sur les conditions d'investissement, telles que les éléments du PAES convenus avec l'emprunteur ou le bénéficiaire d'investissements pour atténuer les risques et les effets environnementaux et sociaux identifiés dans leurs opérations

NI40. Le PAES^{IN34} doit décrire les principales lacunes en matière de performance environnementale et sociale dans les opérations d'un emprunteur ou d'un bénéficiaire d'investissements identifiées au cours de la procédure de diligence raisonnable ou du suivi (comme décrit aux points NI48 à NI51), ainsi que les mesures d'atténuation proposées et un calendrier pour assurer la conformité aux lois et réglementations environnementales et sociales nationales applicables et aux Normes de performance (si nécessaire). Les PAES peuvent aller de simples mesures d'atténuation à des plans de gestion détaillés, avec des actions pouvant être mesurées quantitativement ou qualitativement.

NI41. Si, au moment de la transaction de l'intermédiaire financier avec un emprunteur ou le bénéficiaire d'investissements, les actifs physiques à développer, à acquérir ou à financer n'ont pas encore été définis, le PAES devrait exiger que l'emprunteur ou le bénéficiaire d'investissements élabore un processus de gestion des risques environnementaux et sociaux au niveau opérationnel pour garantir que les risques et effets environnementaux et sociaux seront correctement identifiés à l'avenir, lorsque les actifs physiques sont définis.

NI42. L'intermédiaire financier devra discuter du PAES dans le cadre des exigences générales en matière de gestion des risques environnementaux et sociaux avec l'emprunteur ou le bénéficiaire d'investissements et convenir de sa portée et du calendrier d'exécution. Si un PAES est élaboré dans le cadre du processus d'examen des transactions, son exécution devra être mentionnée dans l'accord juridique. Les conditions de gestion des risques environnementaux et sociaux sont généralement présentées sous forme de définitions générales, de déclarations et de garanties, de conditions de décaissement et/ou de clauses concernant la conformité aux exigences définies par la politique environnementale et sociale de l'intermédiaire financier. Des PAES comprenant des mesures d'atténuation visant à combler les écarts de performance identifiés ainsi que des exigences relatives aux rapports annuels sur la performance environnementale et sociale devront également être inclus dans l'accord juridique entre l'intermédiaire financier et l'emprunteur ou le bénéficiaire d'investissements^{IN35}. Si l'accord d'investissement ne fait pas référence à un tel plan d'action, l'intermédiaire financier doit en documenter la raison^{IN36}. Le calendrier d'application des mesures d'atténuation spécifiques varie selon les risques environnementaux et sociaux, allant de la condition relative à l'autorisation de la transaction à une condition relative au décaissement ou

^{IN34} Des directives supplémentaires à l'intention des intermédiaires financiers sur la préparation des plans d'action environnementale et sociale sont disponibles auprès de *FIRST for Sustainability*, <https://firstforsustainability.org/risk-management/corrective-action-plan>.

^{IN35} Des directives supplémentaires à l'intention des intermédiaires financiers sur l'intégration de clauses environnementales et sociales au sein d'accords juridiques sont disponibles auprès de *FIRST for Sustainability*, <https://firstforsustainability.org/risk-management/environmental-and-social-covenants-in-legal-agreements>. À titre d'exemple, voir également les conseils aux institutions financières ayant adopté les Principes de l'Équateur sur l'intégration de clauses environnementales et sociales dans les documents de prêt, http://www.equator-principles.com/resources/ep_guidance_for_epfis_on_loan_documentation_march_2014.pdf.

^{IN36} Il peut s'agir, par exemple : de fonds de capital-investissement prenant une participation majoritaire garantissant le contrôle de la gestion de l'entreprise détenue ; d'investissements de fonds de capital-investissement par le biais de processus d'enchères ; de certaines transactions sur le marché des capitaux ; etc.

à la condition postérieure au placement.

NI43. L'intermédiaire financier doit exiger de ses emprunteurs/bénéficiaires d'investissements impliqués dans des transactions à haut risque qu'ils soumettent régulièrement des rapports de performance environnementale et sociale décrivant les progrès réalisés par rapport au PAES (le cas échéant) et l'efficacité de la mise en œuvre du SGES en fonction des examens de portefeuille. La fréquence des rapports variera en fonction du risque environnemental et social et des impacts potentiels de chaque transaction. Les rapports doivent être présentés au moins une fois par an.

NI44. L'intermédiaire financier devra exiger des emprunteurs ou bénéficiaires d'investissements qu'ils l'informent de tout changement important dans leurs opérations qui pourrait entraîner une modification des risques et des impacts environnementaux et sociaux.

NI45. Pour soutenir la procédure de diligence raisonnable environnementale et sociale, l'intermédiaire financier doit élaborer les documents d'orientation et les listes de contrôle^{IN37} nécessaires à l'usage de son personnel. Ceux-ci doivent tenir compte des questions environnementales et sociales qui seront examinées, ainsi que d'autres facteurs qui seront pris en compte pour évaluer la conformité à la politique environnementale et sociale de l'intermédiaire financier. Un bon point de départ pour produire ces documents d'orientation et listes de contrôle est un examen des questions environnementales et sociales associées aux secteurs auxquels l'intermédiaire financier est le plus exposé dans son portefeuille (les questions sectorielles sont largement couvertes dans les Lignes directrices du Groupe de la Banque mondiale en matière d'environnement, d'hygiène et de sécurité). En outre, l'intermédiaire financier devra nommer ou embaucher du personnel et/ou engager des experts indépendants qualifiés pour acquérir une connaissance approfondie des lois et réglementations environnementales et sociales nationales pertinentes des pays dans lesquels il opère. Lorsqu'un intermédiaire financier client est tenu d'appliquer les Normes de performance pertinentes aux transactions à haut risque, il doit examiner les exigences des Normes de performance pertinentes par rapport à celles des lois et réglementations environnementales et sociales nationales applicables afin d'identifier les lacunes.

Suivi et examen du portefeuille^{IN38}

NI46. La Norme de performance 1 exige des clients d'IFC qu'ils établissent des procédures de suivi pour examiner les progrès accomplis au regard des PAES et la conformité des opérations à toute obligation légale et/ou contractuelle et aux exigences réglementaires. Cette démarche devrait comprendre un examen périodique de l'efficacité du SGES de l'intermédiaire financier dans la gestion des risques environnementaux et sociaux.

NI47. Pour un intermédiaire financier, cela nécessite de surveiller la performance environnementale et sociale de chaque emprunteur/bénéficiaire d'investissements par rapport à la politique environnementale et sociale de l'intermédiaire financier, aux conclusions de la procédure de diligence raisonnable et aux obligations contractuelles en matière de risques environnementaux et sociaux, y compris le PAES (si nécessaire). La portée et la fréquence du suivi devraient être proportionnelles au risque environnemental et social et aux impacts potentiels de la transaction, tels qu'ils sont définis dans la procédure de diligence raisonnable. Selon les résultats du suivi, les mesures d'atténuation du PAES pourraient devoir être complétées par des activités supplémentaires.

^{IN37} Des directives supplémentaires à l'intention des intermédiaires financiers sur l'élaboration de documents d'orientation pour la procédure de diligence raisonnable environnementale et sociale sont disponibles auprès de *FIRST for Sustainability*, https://firstforsustainability.org/risk-management/managing-environmental-and-social-risk-2_2/managing-environmental-and-social-risk-2_2/guidance-for-managing-environmental-and-social-risk/.

^{IN38} Voir les paragraphes 22–24 de la Norme de performance 1.

NI48. Le processus de suivi^{IN39} est mené dans le cadre de la mise en œuvre du SGES de l'intermédiaire financier et implique généralement le recours à des ressources internes qualifiées pour examiner les rapports environnementaux et sociaux reçus des emprunteurs ou bénéficiaires d'investissements, examiner les activités pertinentes des autorités nationales respectives telles que les inspections d'usine (si disponibles) et effectuer des visites périodiques sur site, le cas échéant. Dans le cas d'emprunteurs ou bénéficiaires d'investissements impliqués dans des transactions à haut risque, le soutien d'experts externes qualifiés est nécessaire à moins que l'intermédiaire financier client ne dispose de ressources internes qualifiées et expérimentées suffisantes pour gérer les risques et les effets environnementaux et sociaux associés aux activités financées. Le suivi des résultats et le processus de mise en œuvre du PAES devront être documentés, et l'intermédiaire financier devra travailler avec les emprunteurs ou bénéficiaires d'investissements pour fournir des conseils sur la mise en œuvre des mesures correctives proposées.

NI49. La direction de l'intermédiaire financier et, le cas échéant, le conseil d'administration devront être régulièrement informés des risques environnementaux et sociaux des emprunteurs/cibles d'investissement individuels ainsi que des risques environnementaux et sociaux agrégés au niveau du portefeuille^{IN40}. Ces informations permettent à l'intermédiaire financier de mieux comprendre son exposition globale au risque environnemental et social et de se concentrer sur les transactions et les emprunteurs ou bénéficiaires d'investissements qui peuvent nécessiter des ressources supplémentaires pour gérer les effets environnementaux et sociaux.

NI50. Les intermédiaires financiers devront examiner périodiquement^{IN41} l'efficacité de la mise en œuvre de leur SGES et ajuster ou mettre à jour les procédures, au besoin, pour améliorer les pratiques et l'efficacité, tenir compte des changements potentiels dans le profil de risque de leur portefeuille et réagir aux évolutions de l'environnement réglementaire.

NI51. Les intermédiaires financiers clients, à l'exception de ceux qui sont classés dans la catégorie IF-3, devront présenter des rapports annuels sur la performance environnementale et sociale à IFC. La portée de ces rapports variera en fonction du risque du portefeuille soutenu par IFC. Dans le cas d'un intermédiaire financier, les rapports de performance environnementale et sociale^{IN42} destinés à IFC devront généralement comprendre les éléments suivants :

- La répartition du portefeuille par secteur d'activité et par ligne de produits, les transactions à haut risque et des exemples de rapports de diligence raisonnable^{IN43} ;
- Les cas de non-conformité et accidents ou incidents environnementaux et sociaux significatifs liés à une transaction ; et
- Des informations sur la mise en œuvre de toute modification apportée au SGES de l'intermédiaire financier ;
- Le cas échéant, l'exposition des intermédiaires financiers clients aux activités à haut risque (par exemple, les activités liées au charbon, à l'huile de palme, etc.)

Un intermédiaire financier peut avoir des exigences supplémentaires en matière de rapports à l'intention

^{IN39} Des directives supplémentaires à l'intention des intermédiaires financiers sur le processus de suivi sont disponibles auprès de *FIRST for Sustainability*, <https://firstforsustainability.org/risk-management/monitoring-client-investee-se-performance>.

^{IN40} Des directives supplémentaires à l'intention des intermédiaires financiers sur la gestion des risques de portefeuille sont disponibles auprès de *FIRST for Sustainability*, <https://firstforsustainability.org/risk-management/risk-categorization-and-managing-portfolio>.

^{IN41} Des directives supplémentaires à l'intention des intermédiaires financiers sur l'examen de l'efficacité de la mise en œuvre d'un système de gestion environnementale et sociale sont disponibles auprès de *FIRST for Sustainability*, <https://firstforsustainability.org/risk-management/esms-review-and-continuous-improvement>.

^{IN42} Des directives supplémentaires à l'intention des intermédiaires financiers sur la préparation de rapports annuels de performance environnementale et sociale pour IFC sont disponibles auprès de *FIRST for Sustainability*, <https://firstforsustainability.org/risk-management/report-annually>.

^{IN43} Les fonds de capital-investissement fourniront les noms, les emplacements et les secteurs des sous-projets à haut risque qui ont été financés par IFC, sous réserve des contraintes réglementaires et des sensibilités du marché.

d'autres parties prenantes (internes et externes) en ce qui concerne les risques et les effets environnementaux et sociaux de ses activités.

NI52. Dans le cas des intermédiaires financiers clients exposés à des transactions à haut risque, IFC exigera, dans la mesure du possible, que ces clients publient un résumé de leur SGES.

Mécanisme de communication externe^{IN44}

NI53. La Norme de performance 1 exige des clients d'IFC qu'ils mettent en œuvre et tiennent à jour une procédure de communication externe qui comprend des méthodes pour recevoir, enregistrer, filtrer et évaluer, suivre, répondre aux demandes de renseignements externes et aux plaintes du public concernant leurs activités, et y donner suite. De plus, lorsque le projet comporte des éléments physiques précis — des aspects et des installations susceptibles d'avoir des effets environnementaux et sociaux négatifs sur les collectivités touchées —, un mécanisme de réclamation est nécessaire. À moins que les activités d'un intermédiaire financier n'aient des répercussions négatives sur les Communautés touchées ou l'environnement (par ex., lorsqu'un intermédiaire financier parraine la construction de son ou ses nouveaux immeubles de bureaux), un mécanisme de réclamation^{IN45} n'est pas requis comme élément du SGES. Toutefois, l'intermédiaire financier doit exiger du promoteur d'un sous-projet qu'il établisse et maintienne un mécanisme de réclamation si le sous-projet en question répond aux critères de la Norme de performance 1 (c.-à-d. s'il a des répercussions négatives sur les Communautés touchées).

NI54. Les intermédiaires financiers qui sont tenus d'appliquer les Normes de performance d'IFC à leurs activités de financement et d'investissement établiront et maintiendront un mécanisme de communication externe. Ce mécanisme implique la mise en œuvre d'un processus de réception, d'analyse, d'enregistrement et de réponse (si jugé nécessaire) aux points de vue, opinions, préoccupations (réelles ou perçues) et demandes d'information de tiers (par exemple les préoccupations liées aux activités d'investissement de l'intermédiaire financier et/ou à un emprunteur dans son portefeuille)^{IN46}. La complexité de ce processus peut varier et être simple pour certains intermédiaires financiers — par exemple, ceux ayant une exposition limitée aux transactions à haut risque. Le mécanisme de communication externe devrait fournir des canaux facilement accessibles au public (par ex., numéro de téléphone, site Internet, adresse électronique) pour recevoir les communications et les demandes d'information du public concernant les questions environnementales et sociales. Il est recommandé que ces canaux soient exclusivement consacrés à la réception d'informations sur les questions environnementales et sociales, mais des canaux généraux qui permettent également la communication sur ces questions sont également acceptables. L'intermédiaire financier évaluera la pertinence de la communication externe reçue et déterminera le niveau de réponse requis, le cas échéant^{IN47}.

^{IN44} Voir le paragraphe 34 de la Norme de performance 1.

^{IN45} Les clients des intermédiaires financiers (emprunteurs/bénéficiaires d'investissements) qui sont tenus d'appliquer des Normes de performance devraient élaborer des mécanismes de communication externe et des mécanismes de réclamation proportionnels au niveau des risques et effets environnementaux et sociaux liés à leurs activités. Pour plus d'informations, voir GN1, paragraphes 108-111 : https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/9fc3aaef-14c3-4489-acf1-a1c43d7f86ec/GN_English_2012_Full-Documents_updated_June-27-2019.pdf?MOD=AJPERES

^{IN46} Sous réserve également des dispositions d'un accord de confidentialité entre l'intermédiaire financier et ses emprunteurs/bénéficiaires d'investissements.

^{IN47} Les intermédiaires financiers tenus d'appliquer les Normes de performance devront vérifier si les informations relatives à tout sous-projet financé ont été dûment consultées par le promoteur du sous-projet auprès des Communautés touchées, comme l'exige la Norme de performance 1, paragraphes 29-31. Dans le cas d'opérations sur le marché des capitaux, une telle vérification peut ne pas être possible. Dans ce cas, l'intermédiaire financier sera tenu de vérifier si des informations publiques sont disponibles concernant l'opposition au projet de toute Communauté touchée.

Préparation et réponse aux situations d'urgence^{IN48}

NI55. Lorsque les activités d'un client d'IFC portent sur des activités et des installations susceptibles d'avoir des répercussions, la Norme de performance 1 exige des clients qu'ils établissent et maintiennent un système de préparation et de réponse aux situations d'urgence pour intervenir en cas d'accident ou d'urgence.

NI56. Pour un intermédiaire financier client, cela signifie s'assurer que les plans de préparation et de réponse aux situations d'urgence nécessaires sont en place dans ses locaux pour protéger la santé et la sécurité de ses employés et des visiteurs. Des plans efficaces de préparation et de réponse aux situations d'urgence devraient préciser les responsabilités et les procédures à suivre pour communiquer les différents types d'urgence (par ex., incendie, tremblement de terre ou vol) aux autorités compétentes et pour assurer une évacuation en toute sécurité. Les plans devraient également comprendre des exigences précises en matière de formation et d'entraînement (c.-à-d. simulations et exercices).

NI57. Les bâtiments qui appartiennent à l'intermédiaire financier ou qui sont loués par lui et qui sont accessibles au public devront être conçus, construits et exploités conformément aux codes du bâtiment locaux, aux règlements locaux des services d'incendie et aux exigences juridiques locales. En cas de construction de nouveaux bâtiments ou de rénovation majeure de bâtiments existants accessibles au public par les clients de l'intermédiaire financier, ces bâtiments devront être conçus, construits et exploités conformément aux exigences locales applicables et aux normes internationales reconnues en matière de sécurité des personnes et de sécurité incendie.

^{IN48} Voir le paragraphe 20 de la Norme de performance 1.